

Acte d'engagement

Prestations de gardiennage des sites de la Cpam de la Savoie

Marché à Procédure Adaptée

Article R 2123-1-3° et Article R 2123-4 du Code de la
Commande Publique

Classification CPV : 79713000-5 – 79710000-4 – 79714000-2

Article 1. Contractants

1.1. Identification de l'acheteur

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Savoie, 5 avenue Jean Jaurès 73000 Chambéry

L'acheteur, désigné par « CPAM de la Savoie », est représenté par Monsieur Arnaud Laurent, Direction.

Le comptable chargé du paiement est Madame La Directrice Comptable et Financière : Madame Catherine Renaud.

1.2. Identification du contractant

Je soussigné,

☒ Le signataire (candidat individuel) :

NOM Prénom

Agissant en qualité de

☐ m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

☐ engage la société sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Adresse électronique

Téléphone Télécopie

Numéro de SIRET Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

☒ Le mandataire (groupement) :

NOM Prénom

Agissant en qualité de

Mandataire ☐ du groupement solidaire
☐ solidaire du groupement conjoint
☐ non solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Adresse électronique

Téléphone Télécopie

Numéro de SIRET Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

M'engage, au nom des membres du groupement, sur la base de l'offre du groupement ;

À exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après.

J'affirme avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés.

L'offre ainsi présentée ne lie toutefois le candidat que si l'attribution intervient dans un délai de 4 mois à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

Article 2. Objet de l'acte d'engagement

Le présent accord-cadre a pour objet la mise en œuvre des prestations de gardiennage pour le compte des Caisses d'allocations familiales de la Région Auvergne/Rhône Alpes.

La prestation de gardiennage s'entend comme la prévention et la surveillance des sites et des personnes par des agents agréés d'entreprises privées. Les sites concernés sont des locaux d'accueils du public des Organismes.

En raison du Code CPV 79713000-5 Services de gardiennage, la présente consultation relève de l'article R.2123-3 du Code de la Commande Publique et est lancée selon une procédure adaptée.

Son exécution prendra la forme d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté au moyen de bons de commande sans minimum et sans maximum.

Cet acte d'engagement correspond :

- Aux éléments de description des prestations attendues sont mentionnés dans le CCTP.
- Aux prestations attendues sont définies dans le CCTP.

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

Article 3. Prix

Les travaux seront rémunérés en application du prix global et forfaitaire ci-après.

Coût annuel de la prestation	Totaux en EUROS
Site de Chambéry – Siège	
Site d'Albertville	
TOTAL H.T. (en chiffres)	
T.V.A. au taux de 20 % soit :	
TOTAL T.T.C.	
Soit en toutes lettres	

Les prestations ponctuelles feront l'objet d'un bon de commande et seront rémunérés en application des prix figurant à l'annexe financière, joint en annexe du présent acte d'engagement. Les modalités de règlement des comptes du marché sont spécifiées au CCAP.

Article 4. Action d'insertion

Action d'insertion à mettre en place :

Article 5. Durée et délais

La durée d'exécution du marché ou de l'accord cadre est de **3 ans** à compter de :

- ☐ la date de notification du marché ou de l'accord-cadre ;
☐ la date de notification de l'ordre de service ;
☒ la date de début d'exécution prévue par le marché ou l'accord-cadre lorsqu'elle est postérieure à la date de notification, soit du **2 janvier 2026 au 1^{er} janvier 2029**

Le marché ou l'accord cadre est reconductible : ☐ NON ☒ OUI

Si oui, préciser : 2 fois 1 an

Nombre des reconductions : 2 fois

Durée des reconductions : 1 an

Article 6. Attestation sur l'honneur de l'article 45 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015

J'atteste, nous attestons, sur l'honneur :

a) ne pas entrer dans les catégories suivantes :

1° Les personnes qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts et pour les marchés publics qui ne sont pas des marchés publics de défense ou de sécurité aux articles 225-4-1 et 225-4-7 du code pénal, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre État membre de l'Union européenne.

La condamnation définitive pour l'une de ces infractions ou pour recel d'une de ces infractions d'un membre de l'organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance ou d'une personne physique qui détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle d'une personne morale entraîne l'exclusion de la procédure de passation des marchés publics de cette personne morale, tant que cette personne physique exerce ces fonctions.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés publics a été prononcée pour une durée différente par une décision de justice définitive, l'exclusion de la procédure de passation des marchés publics au titre du présent 1° s'applique pour une durée de cinq ans à compter du prononcé de la condamnation ;

2° Les personnes qui n'ont pas souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale ou sociale ou n'ont pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire.

Toutefois, l'exclusion mentionnée au présent 2° n'est pas applicable aux personnes qui, avant la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, ont, en l'absence de toute mesure d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, acquitté lesdits impôts, taxes, contributions et cotisations ou constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement, ou, à défaut, conclu un accord contraignant avec les organismes chargés du recouvrement en vue de payer les impôts, taxes, contributions ou cotisations, ainsi que les éventuels intérêts échus, pénalités ou amendes, à condition qu'elles respectent cet accord ;

3° Les personnes :

a) a) Soumises à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

b) b) Qui font l'objet, à la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du code de commerce, ou d'une mesure équivalente prévue par un droit étranger ;

c) c) Admises à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, qui ne justifient pas avoir été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ;

4° Les personnes qui :

a) Ont été sanctionnées pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du code pénal ;

b) Au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché public, n'ont pas mis en oeuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ;

c) Ont été condamnées au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal ou qui sont des personnes physiques condamnées à une peine d'exclusion des marchés publics.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés publics a été prononcée pour une durée différente fixée par une décision de justice définitive, l'exclusion prévue au présent 4° s'applique pour une durée de trois ans à compter la date de la décision ou du jugement ayant constaté la commission de l'infraction.

Toutefois, l'exclusion mentionnée au présent 4° n'est pas applicable à la personne qui établit :

- soit qu'elle n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés publics inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article 775-1 du code de procédure pénale, qu'elle a régularisé sa situation, qu'elle a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues, qu'elle a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête, qu'elle a, le cas échéant, réalisé ou engagé la régularisation de sa situation au regard de l'obligation de négociation de l'article L. 2242-5 du code du travail, et, enfin, qu'elle a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute ;

- soit que la peine d'exclusion des marchés publics n'est pas opposable du fait de l'obtention d'un sursis en application des articles 132-31 ou 132-32 du code pénal, d'un ajournement du prononcé de la peine en application des articles 132-58 à 132-62 du code pénal ou d'un relèvement de peine en application de l'article 132-21 du code pénal ou des articles 702-1 ou 703 du code de procédure pénale ;

5° Les personnes qui font l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L. 8272-4 du code du travail.

Toutefois, l'exclusion mentionnée au présent 5° n'est pas applicable à la personne qui établit qu'elle n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés publics inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article 775-1 du code de procédure pénale, qu'elle a régularisé sa situation, qu'elle a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues, qu'elle a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête, et qu'elle a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute.

b) que les renseignements fournis dans ma, notre, candidature sont exacts.

Article 6. Signatures

Fait en un seul original

A

Le

Le titulaire

Le Directeur de la CPAM de la Savoie